

Bakardjieva Engelbrekt (Antonina), Michalski (Anna), Bremberg (Niklas), Oxelheim (Lars) – *Trust in the EU in Challenging Times*. – Cham, Palgrave Macmillan, 2019, XIII + 249 p. Index. Illustrations.

Dans *Trust in the EU in Challenging Times*, Antonina Bakardjieva Engelbrekt, Anna Michalski, Niklas Bremberg et Lars Oxelheim réunissent 10 contributions issues de la science politique, du droit et de l'économie pour explorer les enjeux actuels de confiance au sein de l'Union européenne (UE).

L'introduction générale de l'ouvrage prend pour point de départ la centralité de la confiance dans le projet européen. Bakardjieva Engelbrekt et al. pensent celle-ci comme la « précondition » (p.2) à la mise en place et au fonctionnement d'un système politique et social aussi complexe que celui de l'UE, permettant à cette dernière de surmonter les défis internes et externes auxquels elle est confrontée depuis ses débuts. Or, pour ces chercheurs, la confiance au sein de l'UE a été durablement endommagée. C'est ce que démontrent selon eux les réactions et réponses apportées au niveau européen à la crise de la zone euro, à la crise des réfugiés ou au Brexit. Partant du constat que les travaux sur l'intégration européenne ont assez peu mobilisé le concept de confiance pour analyser les développements récents de la construction européenne, les directeurs de l'ouvrage en proposent une exploration plus systématique et interdisciplinaire.

Pour ce faire, ce livre offre de saisir la confiance dans de multiples secteurs : les politiques monétaires, la coopération judiciaire (pénale et civile), ou encore l'environnement numérique. En outre, les contributeurs couvrent de multiples dimensions de la confiance au sein de l'UE. Celle-ci est pensée de manière verticale sous l'angle de la confiance des citoyens dans les institutions et les acteurs politiques nationaux et européens, ou celui de la confiance des États membres envers l'UE. La confiance est également abordée dans une perspective plus horizontale, que ce soit entre États (en particulier autour du clivage anciens v. nouveaux pays membres) ou entre concitoyens. Plus encore, plusieurs chapitres proposent une analyse fine de la confiance et mettent en lumière les variations possibles entre États voire entre certains groupes sociaux (en tenant par exemple compte des trajectoires personnelles et de la socialisation première des citoyens européens).

Si tous les chapitres convergent sur le constat d'une érosion de la confiance au sein de l'UE, ils ne l'imputent pas aux mêmes phénomènes. Au poids des enjeux politiques et partisans nationaux, en particulier de la part des partis populistes et nationalistes, s'ajoutent pour certains auteurs des considérations d'ordre économique, constitutionnel voire individuel. Dès lors, les contributions égrainent des solutions très différentes pour remédier à l'affaiblissement de la confiance au sein de l'espace sociopolitique européen. Certaines proposent l'activation d'instruments à l'échelle supranationale pour protéger les valeurs fondamentales de l'UE, voire l'adoption de sanctions à l'encontre des États membres qui ne respecteraient pas le socle communautaire et mettraient en danger l'unité européenne. De manière assez contrastée, d'autres chapitres suggèrent le recours à des mécanismes moins contraignants, que ce soit la mise en place de cours d'éducation civique pour que les citoyens comprennent davantage le fonctionnement de l'UE, ou le développement de nouvelles formations et d'échanges pour faire naître la confiance entre les professionnels d'un secteur. De même, alors que pour plusieurs auteurs plus d'harmonisation favoriserait la confiance dans l'UE, d'autres considèrent l'éventualité d'une différenciation plus prononcée : par exemple, l'abandon de l'euro par certains États membres pourrait rétablir la confiance en la monnaie unique.

Cet ouvrage a le mérite de proposer certaines pistes de réflexion sur les enjeux de confiance au sein de l'espace sociopolitique européen. Toutefois, il peine à faire preuve de cohérence, y compris sur le concept même de confiance, pourtant au fondement de la réflexion collective. Celle-ci est décrite comme un « concept élusif » (p. 1) dans l'introduction générale et aucun travail substantiel de définition

n'est par la suite proposé par les éditeurs, probablement dans un souci de faire dialoguer des auteurs issus de disciplines et d'environnements professionnels divers (université, think tanks, administration publique). Dès lors, les contributions individuelles sont en réalité fondées sur des acceptions très différentes de la confiance. Ce flou peine à faire pleinement adhérer les lecteurs à l'argument central du livre : l'érosion de la confiance et ses lourdes conséquences sur le projet européen.

La force argumentative de l'ouvrage est également amoindrie par le manque de réflexion critique sur le concept de crise. Les auteurs prennent pour acquis l'état de crise généralisée de l'UE, sans interroger les processus de construction et de labellisation de situation de crises, pourtant traités par une littérature abondante. Dès lors, l'ouvrage repose sur un biais fondamental. Les contributions se focalisent sur certains événements récents intitulés « crise migratoire », « crise de la zone euro », « crises sécuritaires », « crise du Brexit » et pensés comme ayant un impact sur la confiance au sein de l'UE, ce que les auteurs proposent de résoudre par la formulation de solutions politiques. Or, à de rares exceptions près, les chapitres ne démontrent pas l'amoindrissement de la confiance, ni le lien de causalité avec les crises successives. En outre, centrés sur des phénomènes particulièrement saillants et politisés, la majorité des contributions passent sous silence la multitude des dynamiques, parfois plus discrètes et quotidiennes, qui animent l'espace sociopolitique européen et qui auraient pu donner naissance à des interprétations complémentaires et plus innovantes de la confiance au sein de l'UE.

Agathe Piquet, Université Saint-Louis-Bruxelles, IEE